

Commission: Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen Orient

Problématique: Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne?

Auteur: Lituanie

La Constitution de 1992 a instauré une démocratie semi-présidentielle. Le président de la République, élu au suffrage universel direct, dispose de pouvoirs non négligeables, notamment dans les domaines de la politique étrangère et de la défense. C'est lui qui siège au Conseil européen. À l'issue du second tour de l'élection présidentielle du 26 mai 2019, l'économiste indépendant Gitanas Nausėda a été élu avec 66,72 % des voix.

La Lituanie est entrée dans l'Union européenne le 1er mai 2004, dans l'Espace Schengen en décembre 2007 et dans la zone euro en janvier 2015. La Lituanie est présente dans les institutions européennes : Virginijus Sinkevičius, ancien ministre de l'Économie, est le Commissaire lituanien chargé du portefeuille Océans, Environnement et Pêche. La Lituanie dispose de 11 députés au Parlement européen. La Lituanie soutient le PO et avait fait de ce sujet un temps fort de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, au deuxième semestre 2013. Favorable à ouvrir une « perspective européenne » pour ces pays, elle sait que cet objectif ne peut être atteint en l'état actuel des positions des États membres et privilégie l'unité de l'UE. Elle souhaite donc dans l'immédiat se concentrer sur la mise en œuvre des accords d'association. La Lituanie participe à certaines opérations extérieures de la PSDC (République centrafricaine dans le cadre de EUTM RCA, Mali dans le cadre de la Minusma), qu'elle souhaite voir évoluer en complémentarité avec l'OTAN.

Le Moyen-Orient reste au centre de l'engagement de la communauté internationale et de la Lituanie. Les conflits actuels et passés ont entraîné des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Depuis 2011, la crise syrienne a affecté la vie d'au moins 12 millions de personnes. Plus de 5,5 millions de Syriens sont enregistrés comme réfugiés dans les pays voisins (Liban, Jordanie, Turquie et Irak) et 6 millions sont toujours déplacés à l'intérieur du pays. Le nombre des retours est très faible. En outre, environ un demi-million de personnes ont été tuées et d'innombrables personnes sont portées disparues ou en détention. La situation prolongée continue de surcharger la capacité d'accueil des communautés et des gouvernements. Au Moyen-Orient, la Lituanie maintient l'objectif général de créer un environnement sûr pour les victimes de conflits et d'autres personnes vulnérables, de sauver des vies et de favoriser l'autonomie des communautés, de réduire la fragilité et de créer une perspective de développement. Dans l'arène politique, elle promeut la bonne gouvernance, ainsi que le respect des droits de l'homme à international, y compris les droits des réfugiés et le droit international humanitaire. Il soutient également la prévention et la transformation des conflits.

Premièrement sur le plan social, en Syrie le conflit armé en cours a contraint plus de six millions de personnes à quitter leur lieu d'origine et à se déplacer de force dans leur propre pays. En moyenne, des personnes ont été déplacées deux ou trois fois depuis le début de la crise, augmentant leur vulnérabilité. Ces personnes particulièrement vulnérables ont besoin de logement, d'eau, d'éducation, entre autres services. La Lituanie s'engage à aider les ménages vulnérables à répondre à ces besoins fondamentaux, notamment en leur fournissant des moyens de subsistance, grâce à une aide en espèces et à des formations.

Deuxièmement, sur le plan politique, la Lituanie s'engage à la promotion de la paix et à la prévention des conflits. La Lituanie veut s'attaquer aux causes profondes de la violence et à prévenir les conflits violents. Elle œuvre également pour la paix à travers la restauration des relations et de systèmes sociaux qui répondent aux besoins de l'ensemble de la population, ainsi que la résolution des conflits. La Lituanie soutient ces efforts par le biais de processus qui incluent des acteurs étatiques et non

étatiques, au niveau communautaire ou national, et en travaillant à l'amélioration des cadres juridiques et politiques.

Enfin sur le plan économique et éducatif, l'engagement de la Lituanie vise à réduire l'impact économique en facilitant un accès équitable à la fois à l'éducation et aux revenus. En renforçant les capacités éducatives nationales, son objectif est d'améliorer l'éducation des enfants, de les aider à atteindre leur plein potentiel éducatif et d'encourager leur achèvement de l'enseignement obligatoire. En soutenant les opportunités génératrices de revenus et le secteur privé, et en promouvant des cadres juridiques garantissant un revenu décent, la Lituanie cherche à améliorer les conditions de vie pour les hommes comme pour les femmes. En incluant les communautés d'accueil et les réfugiés dans les projets d'éducation et de revenu, cette approche vise à renforcer la cohésion sociale et à prévenir de nouvelles violences continuant à mener à de nouveaux conflits.